

Associations et gouvernement du social au Maghreb et au Moyen-Orient (xix^e-xxi^e siècle)

Associations and social policies in the Maghreb and the Middle East (19th-21st century)

Responsable

- **Annalaura Turiano**
(CNRS, IREMAM, AMU)

Discutant

- **Antoine Perrier**
(Centre Jacques Berque)

Intervenants

- **Esther Moeller**
(Centre Marc Bloch)
- **Antoinette Ferrand** (IFAO)
- **Annalaura Turiano**
- **Sahar Saeidnia** (Ifpo)

Résumé de l'atelier

L'univers associatif au Moyen-Orient fait l'objet d'un intérêt renouvelé depuis plus d'une décennie pour saisir l'émergence, à partir de la période coloniale, d'une « société civile » et de son intervention dans des formes d'assistance ou d'action sociale laissées jusqu'alors à l'initiative individuelle ou aux institutions religieuses. Plus récemment, la participation du monde, ou plutôt des mondes associatifs, aux politiques sociales en coopération avec les agences internationales et les administrations locales a retenu l'attention des historiens du xx^e siècle, mais aussi des sociologues et politistes. Ces derniers se sont également penchés sur la participation des associations à l'action humanitaire, aux côtés des ONG et d'autres acteurs transnationaux. Les chercheurs ont alors insisté sur l'action sociale des missions chrétiennes ou des associations musulmanes dans un contexte multiconfessionnel, les rapports entre États (autoritaires) et société, la mobilisation de groupes sociaux parfois écartés d'autres arènes publiques comme les femmes ou les minorités religieuses. Ces recherches ont été souvent encouragées par l'accès plus difficile aux archives des États et se sont concentrées sur le Moyen-Orient au xx^e siècle, délaissant le plus souvent le Maghreb ou la plus longue durée. Ce panel propose quelques déplacements par rapport à ce bilan déjà riche : il envisage d'abord une approche au long cours du phénomène associatif en scrutant des formes d'association au sens très large (celui de *gam'iyya*, en arabe ou dans d'autres langues), parfois en dehors du cadre légal importé d'Occident ou d'un contexte colonial, pour dresser des continuités ou des héritages souvent oubliés par une approche généralement concentrée sur le second xx^e siècle. En second lieu, il encourage les participants à réunir, pour l'étude du phénomène associatif, trois courants d'étude qui se sont développés de manière séparée : l'histoire du *welfare* et de la protection sociale, les études sur l'humanitaire et les travaux portant sur le développement. Il souhaite également encourager la comparaison entre travaux au Maghreb et travaux sur le Moyen-Orient, tout en étant attentif à la diversité des sources du mouvement associatif, leurs polyglottes et leurs modes de conservation dans le cadre d'un terrain de plus en plus inaccessible.

Quel rôle les acteurs associatifs ont-ils joué dans l'émergence et l'accompagnement des politiques sociales? Dans quelle mesure contribuent-ils à repenser la définition même de ces politiques et les limites entre acteurs « publics » et « privés » pour la prise en charge des populations vulnérables? Quel poids ont joué la domination coloniale et la dimension confessionnelle dans la structuration du fait associatif et dans sa participation à la fabrique du développement? Quels moyens, financiers et humains, ces associations ont-elles mobilisés pour la prise en charge de la question sociale et dans quelle mesure ont-elles contribué à la redéfinir au Maghreb et au Moyen-Orient? L'objectif de ce panel est de mettre en avant des recherches sur archives qui offrent une approche plus ample de l'action publique ou collective au Maghreb et au Moyen-Orient et contribuent à acclimater, dans ces espaces, le concept d'« économie mixte du *welfare* ».

Over the past decade, associations in the Middle East have garnered renewed scholarly interest, with a view to understanding the emergence, from the colonial period onwards, of a “civil society”, and its involvement in forms of assistance or social action hitherto left to individual initiative or to religious institutions. More recently, historians of the 20th century, along with sociologists and political scientists, have turned their attention to the involvement of associations in social policies, in cooperation with international agencies and local authorities. These studies have also explored the role of voluntary organisations in humanitarian action, alongside NGOs and other transnational actors. Researchers have focused on the social action of Christian missions and Muslim associations in multi-faith contexts, as well as on the dynamics between (authoritarian) states and society. They have also examined the mobilisation of social groups, such as women and religious minorities, which are often excluded from other public arenas. The difficulty in accessing state archives has often motivated this research, which has primarily concentrated on the 20th-century Middle East, frequently neglecting the Maghreb and longer-term developments.

This panel proposes a number of shifts in relation to the existing rich body of scholarship: first, it adopts a long-term perspective on the associative phenomenon, examining forms of association in the broadest sense (such as the concept of *gam'iyya* in Arabic or other languages) beyond the legal frameworks imported from the West or from a colonial context. This approach allows for an exploration of continuities and legacies often overlooked by studies focused mainly on the latter half of the 20th century. Second, the panel encourages participants to bridge three distinct fields of study: the history of welfare and social protection, research on humanitarianism, and work on development. Finally, it aims to foster comparisons between the Maghreb and the Middle East, while also highlighting the diversity of sources on associative movements, their multilingual nature, and the challenges posed by increasingly restricted access to the field.

What role have voluntary organisations played in the development and support of social policies? To what extent do they enable a rethinking of these policies and the boundaries between “public” and “private” actors in the care of vulnerable populations? How did colonial domination and religious affiliations influence the structuring of associations and their participation in development processes? What financial and human resources have these associations mobilised to address social issues, and how have they contributed to redefining these issues in the Maghreb and the Middle East? The aim of this panel is to highlight archival research that offers a broader approach to public or collective action in the Maghreb and the Middle East, and contributes to introducing the concept of the “mixed economy of welfare” in these regions.

Programme

Esther Moeller (Centre Marc Bloch)

Œuvre de charité, association publique et organisation humanitaire internationale: Le Croissant-Rouge égyptien (1911-1975)

Charity, public association and international humanitarian organization: The Egyptian Red Crescent (1911-1975)

Antoinette Ferrand (IFAIO)

État, associations et services publics sous Nasser: la subsidiarité en question

State, associations and public services under Nasser: subsidiarity challenged

Annalaura Turiano (CNRS, IREMAM, AMU)

Associations confessionnelles et développement en Égypte (1940-1970): Le cas de la Gam'iyyat al-Sa'id

Faith-based associations and development in Egypt (1940-1970). The case of the Gam'iyyat al-Sa'id

Sahar Saeidnia (Ifpo)

Les mondes associatifs dans le système de santé libanais: Une enquête sur la construction d'un droit à la santé mentale

Associations in the Lebanese health system: Investigating the construction of a right to mental health

Esther Moeller

Œuvre de charité, association publique et organisation humanitaire internationale: Le Croissant-Rouge égyptien (1911-1975)

Cette présentation vise à analyser le Croissant-Rouge égyptien, créé en 1911, comme une institution qui rend compte de beaucoup de développements historiques en Égypte, dans la région du Moyen-Orient, et même à l'échelle internationale au xx^e siècle. Ses membres s'appuyaient non seulement sur des discours et pratiques de charité, mais investissaient aussi les nouvelles formes d'association à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle, et s'inscrivaient finalement dans une nouvelle structure d'humanitarisme international naissant. Je discuterai les possibilités et contraintes de cette institution et son rôle dans une nouvelle histoire du gouvernement du social et de l'aide humanitaire dans le monde arabe. Pour démontrer cela, j'analyserai d'abord l'émergence du Croissant-Rouge égyptien comme une association philanthropique qui prendra, au cours des années 1940, un rôle important comme interlocutrice du nouveau ministère des Affaires sociales en Égypte. Ensuite, je regarderai de plus près les efforts de l'organisation pour s'inscrire dans le nouveau champ de l'aide humanitaire internationale, en se faisant la porte-parole des pays décolonisés, mais aussi en réclamant un rôle régional central pour la distribution d'aides. Proches des pouvoirs en place, les membres du Croissant-Rouge égyptien ont néanmoins essayé de garder une marge de manœuvre à l'échelle locale et d'influencer le développement du secteur social en Égypte. Cette analyse se fera sur la bases des archives du Croissant-Rouge égyptien conservées au Caire, mais aussi des archives du CICR à Genève, des archives britanniques à Kew et des fonds de personnes privées mis à ma disposition.

The aim of this presentation is to analyse the Egyptian Red Crescent, established in 1911, as an institution that accounts for many historical developments in Egypt, the Middle East region and even internationally in the 20th century. Its members not only relied on charitable discourses and practices, but also invested in the new forms of association at the end of the 19th and the beginning of the 20th century, and ultimately became part of a new structure of emerging international humanitarianism. I will discuss the possibilities and constraints of this institution, and its role in a new history of social governance and humanitarian aid in the Arab world. To demonstrate this, I will first analyse the emergence of the Egyptian Red Crescent as a philanthropic association which, in the 1940s, took on an important role as the interlocutor of the new Ministry of Social Affairs in Egypt. I will then take a closer look at the organization's efforts to become part of the new field of international humanitarian aid, by making itself the spokesperson for the decolonized countries, but also by claiming a central regional role for the distribution of aid. Close to

the powers that be, the members of the Egyptian Red Crescent nonetheless tried to retain some room for manoeuvre and influence developments in the social sector in Egypt. This analysis will be based on the archives of the Egyptian Red Crescent in Cairo, but also on the archives of the ICRC in Geneva, the British archives in Kew and the funds of private individuals made available to me.

Antoinette Ferrand

État, associations et services publics sous Nasser: la subsidiarité en question

Bénéficiant de la porosité des milieux réformistes et politiques, le régime de Gamal 'Abd al-Nasser achève le processus de marchandage avec les acteurs associatifs et scientifiques amorcé dans l'entre-deux-guerres (El Shakry, 2007), en imposant « le paradigme philanthropique du travail social comme modalité et machinerie de la réforme de la société » (Roussillon, 1994). À partir de 1958 et sur toute la décennie 1960, le ministère des Affaires sociales confie à l'Association égyptienne d'études sociales qui lui est rattachée depuis 1939 la mission de faire l'inventaire des services sociaux dans les différents quartiers du Caire, afin d'en évaluer les capacités supposées et l'efficacité réelle ; c'est l'occasion de réaliser un bilan social et économique de la population cairote, alors que celle-ci avoisine les 5 millions d'habitants (Denis, 1998), et, en creux, de mesurer la capacité de l'État nassérien à contrôler la gestion des services publics en milieu urbain.

Gamal Abd al-Nasser's regime exploited the porous nature of reformist and political circles to complete the bargaining process with associations and scientists that had begun between the wars (El Shakry, 2007). This process culminated in "the imposition of the philanthropic paradigm of social work as a method and machinery for reforming society" (Roussillon, 1994). In 1958 and throughout the 1960s, the Ministry of Social Affairs commissioned the Egyptian Association for Social Studies, which had been attached to the Ministry since 1939, to carry out an inventory of social services in the various districts of Cairo in order to assess their perceived capacity and actual effectiveness. This was an opportunity to take stock of the social and economic situation of Cairo's population of around 5 million and to measure the Nasserite state's ability to control the management of public services in urban areas.

Annalaura Turiano

Associations confessionnelles et développement en Égypte (1940-1970): Le cas de la Gam'iyyat al-Sa'id

L'histoire des associations humanitaires et de développement au Maghreb et au Moyen-Orient constitue un chantier de recherche en plein renouvellement. Elle a été abordée à travers le prisme du genre (Baron, 2008 ; Thompson 2012) ou dans le cadre d'une protohistoire de l'État social (Pollard, 2014). D'autres approches s'intéressent aux liens entre associations et *welfare* colonial (Perrier, 2022) ou bien aux articulations entre bienfaisance et fabrique communautaire (Fallas, 2022 ; Dalachanis, Turiano, 2023). Pour ce qui est de l'Égypte, les analyses historiques s'arrêtent généralement aux années 1960, correspondant au tournant socialiste du régime nassérien et à l'étatisation partielle de l'univers associatif.

Cette intervention analyse la manière dont les associations caritatives naviguent dans la période nasserienne tout en reformulant leurs actions en des termes développementalistes, à partir d'un cas d'étude : l'association de la Haute-Égypte pour l'éducation et le développement (AUEED), appelée aussi Gam'iyyat al-Sa'id. Fondée par le jésuite Habib Ayrouth en 1941, elle finance initialement des écoles gratuites à destination des paysans de la Haute-Égypte. Elle s'ouvre progressivement à d'autres activités (lutte contre l'analphabétisme, activités de microcrédits, formation professionnelle) et à des approches dites *community-based*.

En s'appuyant sur les archives de l'association, sur des entretiens oraux et des sources du ministère égyptien des Affaires sociales, cette intervention entend analyser la manière dont l'AUEED a fonctionné au milieu de changements de paradigmes économiques et de reconfigurations de l'action publique, et comment elle a articulé sa vision et son action avec le paradigme du développement. Ce cas d'étude permettra de réfléchir plus largement au rôle d'acteurs confessionnels dans les politiques égyptiennes de *welfare* et de développement.

The history of humanitarian and development associations in North Africa and the Middle East is an area of research that is currently being renewed. It has been approached through the prism of gender (Baron, 2008; Thompson 2012) or as part of a protohistory of the social state (Pollard, 2014). Other approaches focus on the links between associations and colonial welfare (Perrier, 2022) or on the links between charity and the community making (Fallas, 2022; Dalachanis, Turiano, 2023). As far as Egypt is concerned, historical analyses generally stop at the 1960s, corresponding to the socialist turn of the Nasserite regime and the partial nationalisation of the associative universe.

This presentation analyses how charities navigated the Nasserian period while reformulating their actions in developmentalist terms, using a case study: the Upper Egypt Association for Education and Development (AUEED), also known as Gam'iyyat al-Sa'īd. Founded by the Jesuit Habib Ayrouth in 1941, it initially funded free schools for impoverished peasants in Upper Egypt. It gradually opened up to other activities (combating illiteracy, micro-credit activities, vocational training) and to so-called community-based approaches.

Drawing on the association's archives, oral interviews, and sources from the Egyptian Ministry of Social Affairs, this paper aims to analyse how AUEED has operated in the midst of shifting economic paradigms and reconfigurations of public action, and how it has articulated its vision and action with the development paradigm. This case study will enable us to reflect more broadly on the role of faith-based associations in Egyptian welfare and development policies.

Sahar Saeidnia

Les mondes associatifs dans le système de santé libanais: Une enquête sur la construction d'un droit à la santé mentale

Si au Liban, l'accès aux soins médicaux est devenu aujourd'hui un enjeu central pour la quasi-totalité de la population, la société libanaise se caractérisait déjà avant 2019 par une grande insécurité sociale (Longuenesse, 1995, 2007). Ces inégalités structurelles dans l'accès aux soins s'inscrivent dans la longue durée et dans l'organisation même du système de santé libanais: ce dernier y est largement financé par la dette de l'État – même pour l'offre privée de soins (Abdo, 2014) – et s'organise principalement autour de logiques du marché (objectifs de rentabilité et de performance financière, concurrences pour la captation de patients-clients), d'une prédominance de la responsabilité individuelle comme principe de gestion des risques, et de la fragmentation structurelle de l'action publique en santé (comme l'illustrent par exemple les multiples caisses qui y organisent la couverture sociale, ou les nombreuses associations qui organisent l'offre de soins dans les centres de santé primaires).

Cette communication propose de revenir plus précisément sur le rôle des mondes associatifs dans la construction et le fonctionnement du système de santé libanais à partir d'une enquête en cours sur la construction d'un droit à la santé mentale au Liban, un secteur qui connaît actuellement d'importantes transformations (structuration de la profession, débats législatifs, absence de couverture par les assurances, etc.). Il s'agira de comprendre comment différents acteurs associatifs contribuent à une plus grande fragmentation de l'offre de soins, mais aussi à l'émergence et l'accompagnement de politiques sociales de santé. Dans quelle mesure contribuent-ils à repenser la définition même de ce droit à la santé et des politiques qui le soutiennent ?

While access to medical care has become a central issue in Lebanon for almost everyone, Lebanese society was already characterised by great social insecurity before 2019 (Longuenesse, 1995, 2007). These structural inequalities in access to care are part of the long-term organisation of the Lebanese health system: the latter is largely financed by the state's debt—even for the private supply of care (Abdo, 2014)—and mainly organised around market logic (profitability and financial performance objectives, competition for the capture of patients-clients), a predominance of individual responsibility as a principle of risk management as well as the structural fragmentation of public action in health—as illustrated, for example, by the many funds that organise social coverage, or the many associations that organise the provision of care in health centres.

This paper will analyse, more specifically, the role of the associative worlds in the construction and functioning of the Lebanese health system based on ongoing research on the construction of a right to mental health in Lebanon. This sector is undergoing essential transformations—for instance, structuring of the profession, legislative debates, lack of insurance coverage, etc. The aim is to understand how different associative actors contribute to more significant fragmentation of the healthcare offer and the emergence and support of social health policies. To what extent do they contribute to rethinking the very definition of this right to health and the policies that support it?